

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 32 (1995)
Heft: 1204

Rubrik: L'invité de DP

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'INVITÉ DE DP

L'égoïsme des classes moyennes

Ce qui se passe aux Etats-Unis finit presque toujours par atteindre l'Europe quelques années plus tard, qu'il s'agisse de petites modes vestimentaires et culinaires (bermudas et hamburgers) ou de grands mouvements d'idées: «mai 68» est parti de Californie quelques années plus tôt et il n'en va pas autrement, aujourd'hui, pour le courant «Reinventing government/réformer l'Etat». C'est pourquoi le débat qui s'y déroule actuellement au sujet de l'Etat social pourrait bien préfigurer ce qui nous attend.

JEAN-CHRISTIAN LAMBELET

professeur au Département d'économétrie et d'économie politique de l'Université de Lausanne et à l'Institut des Hautes études internationales (HEI) de Genève.

Directeur de l'Institut Créa, Université de Lausanne.

Au départ du débat américain, il y a un constat financier. Etant donné l'évolution démographique prévisible et l'état actuel de la législation, les grands programmes sociaux (*entitlements*) plus les charges d'intérêt absorberont vers 2012 l'intégralité des revenus fiscaux de l'Etat fédéral américain. Quelque chose devra donc changer. Soit réduire et réorienter les programmes sociaux, soit développer les sources de financement ou en trouver de nouvelles, soit une combinaison de tout cela. A cet égard, on peut trouver inquiétante, voire répugnante, la solution qui paraît se dessiner là-bas en ce moment, même si rien n'a encore été décidé définitivement.

Faire payer les pauvres?

Dans cette solution, on ne toucherait pas à ceux des programmes sociaux qui, comme *Medicare* ou la sécurité sociale, profitent avant tout aux classes moyennes, soit environ 70% de la population. On n'augmenterait pas non plus les prélèvements sociaux frappant les classes moyennes. Peut-être demandera-t-on aux couches aisées de faire un petit effort supplémentaire, mais pour les classes moyennes, il s'agirait bien plutôt de réduire la pression fiscale globale.

Cela signifie que pratiquement tout l'effort d'adaptation tombera sur les classes défavorisées, c'est-à-dire les pauvres, les Noirs et autres minorités. A cet égard, l'exemple le plus parlant est le programme d'aide aux familles avec enfants à charge (14 millions de bénéficiaires pour un coût total de 22 milliards de dollars), ce qui en pratique signifie surtout l'aide aux mères célibataires, dont une majorité de jeunes femmes noires.

Or que propose-t-on dans ce domaine, le plus sérieusement du monde, si ce n'est de réduire fortement ces aides et de les limiter dans le temps, quitte à enlever les enfants en question à leurs mères et à les mettre dans des orphelinats, qu'on ressusciterait à cet effet? Et il en va de même pour d'autres programmes visant avant tout les classes défavorisées, comme l'aide alimentaire ou celle en matière de dépenses de santé et de logement. Bien entendu, Démocrates et Républicains sont loin d'être d'accord sur le détail des mesures à prendre, et il n'y a pas non plus unanimité à l'intérieur des partis, mais l'orientation générale de la politique sociale est commune à pratiquement tout le spectre politique.

Bref, ce qui se dessine traduit l'émergence d'un certain égoïsme des classes moyennes américaines. On peut trouver cela assez répugnant et on peut craindre que cela finisse également par atteindre nos rivages, avec le retard habituel. C'est pourquoi il importe, à mon avis, de prendre les devants et de redéfinir, dès maintenant, les fonctions de l'Etat social, c'est-à-dire: en tout premier lieu, aider les classes défavorisées et, en deuxième lieu, socialiser certains grands risques, mais non pas tous les risques (cette deuxième question mériterait d'être développée, on y reviendra à une autre occasion).

C'est ce que j'ai cherché à faire, entre autres ici même (*DP 1190*). Ces propositions ont suscité diverses objections. Ainsi, la réorientation préconisée de l'Etat social risquerait de provoquer une «dévalorisation voire une pénalisation de l'effort personnel» (*DP 1191*). Certes, il est vrai qu'un «rentier ayant largement contribué à alimenter son deuxième pilier» serait défavorisé par rapport à «celui qui se sera contenté du minimum obligatoire et aura dépensé immédiatement l'entier de son revenu». Mais cela est inévitable du moment qu'il y a redistribution dans le sens indiqué. La vraie question est plutôt de savoir si des futurs retraités se trouveraient incités à épargner moins, ce qui est tout à fait invraisemblable.

L'enjeu de la redistribution sociale

Deuxième objection: la réorientation proposée de l'Etat social serait politiquement fragile et vulnérable par rapport à une solution plus universaliste (*DP 1191, 1194, 1198*). A quoi on peut répondre qu'une politique qui, en dernier ressort, se fonde sur une illusion est sans doute plus fragile encore. Autrement dit, il ne faudrait quand même pas oublier que pour donner aux uns on doit nécessairement prendre aux autres (et ces questions de redistribution n'ont rien de tautologique, voir *DP 1198*); et croit-on vraiment que les gens ne se rendent pas compte que donner 100 et recevoir 50 est strictement la même chose que donner 50 et ne rien recevoir? Bref, ne vaudrait-il pas mieux regarder les choses en face, avec courage et clairvoyance, plutôt que de chercher à justifier, par des arguments qui érigent le flou et l'illusion en vertus, des programmes qui, à terme, devront de toute manière être réformés, car ils deviendront financièrement et économiquement trop lourds. ■

SOURCES

Les hebdomadaires *The Economist* (section américaine) et *New Yorker*, les quotidiens internationaux, *Herald Tribune* et *Financial Times*, ainsi que divers articles et études tirés de la littérature proprement économique, comme par exemple *Journal of Economic Perspectives*.